*Révisé en juillet 2019 pour les pays bénéficiaires de l'APD*

**Directives et Formulaires pour Proposition de Projet**   
**pour le Programme de Partage des Connaissances 2021/22 (KSP)**

|  |
| --- |
| * *Ce document contient les directives et les formulaires pour le Programme de Partage des Connaissances (KSP) 2021/2022 géré par le Ministère de l’Economie et des Finances de la République de Corée.* * *Le Formulaire pour Proposition de Projet, la liste des priorités et la demande officielle doivent être transmises au plus tard le* ***30 septembre 2019*** *à l’Ambassade de la République de Corée des pays partenaires.* * *Pour plus d’ informations, veuillez consulter le site du KSP* [*http://www.ksp.go.kr*](http://www.ksp.go.kr) |

**Ministère de l'Economie et des Finances**

**République de Corée**

**Table des matières**

|  |
| --- |
| I. Introduction au Programme de partage des connaissances (KSP) 1  II. Directives pour remplir la proposition de projet KSP 5  III. Directives pour la soumission d'une proposition de projet KSP 7  ANNEXE 1. Procèdures de projet 9  ANNEXE 2. Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD de l'OCDE 13  Formulaire 1. Liste de priorités 14  Formulaire 2. Proposition de projet 15 |

|  |
| --- |
| **I. Introduction au Programme de partage des connaissances (KSP)** |

**1. Contexte**

Depuis les années 1990, le partage des connaissances est devenu un instrument important de la coopération au développement. Le partage des connaissances est de plus en plus reconnu comme un moyen efficace d’améliorer les institutions et les capacités des pays bénéficiaires de l’Aide publique au développement (APD) en matière de politiques, pour promouvoir la croissance économique et le développement des pays ayant besoin d’une aide au développement tout en complétant l’approche traditionnelle de l’APD. Les pays développés et en développement, ainsi que les organisations internationales telles que l'Organisation de coopération et de développement économique (OECD) et la Banque mondiale, ont exprimé le besoin de partager leurs connaissances afin d'explorer de nouvelles idées et approches, d'apprendre les uns des autres et de créer un partenariat horizontal. La Corée est largement considérée comme la meilleure pratique parmi les bénéficiaires de l'APD en raison de son développement économique rapide et réussi au cours des décennies.

Dans ce contexte, le Ministère de l’économie et des finances de Corée (MOEF) a lancé le Programme de partage des connaissances (KSP) en 2004. C’est un programme complet de recherche et de consultation sur les politiques qui soutient les efforts politiques visant à promouvoir un développement socio-économique durable des pays partenaires, en combinaison avec les expériences de développement de la Corée. Au lieu de suivre une approche générale et théorique du développement, le KSP se distingue des autres programmes en analysant les défis et les obstacles rencontrés par les pays partenaires du point de vue de la demande et en proposant des stratégies alternatives pratiques basées sur des cas et des expériences similaires en intégrant les politiques de recherche, la consultation en termes de développement et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles.

Depuis 2004, le KSP sert de plate-forme de coopération au développement permettant de créer des solutions sur mesure pour les pays partenaires. Il a couvert environ 1 000 thématiques dans 70 pays.

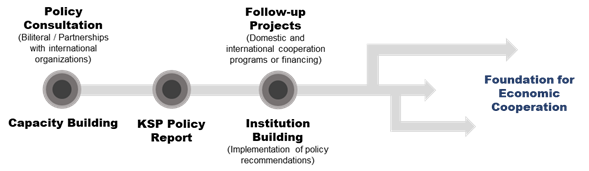
**2. Objectifs**

Les objectifs du KSP sont les suivants :

1) Fournir des politiques de consultations pratiques et complètes, adaptées aux problèmes politiques spécifiques des pays partenaires, sur la base de l'expérience de développement de la République de Corée, et formuler des recommandations concrètes pour appliquer des connaissances tangibles dans des solutions politiques personnalisées ;

2) Renforcer la capacité des responsables gouvernementaux à gérer, créer et mettre en place des institutions dans les domaines liés aux politiques via diverses activités de consultation afin de faciliter la mise en œuvre des recommandations de politique générale du KSP ;

3) Encourager des relations mutuellement bénéfiques à travers des approches tangibles et fonctionnelles afin de soutenir les efforts de développement économique menés par les pays partenaires.



\* Veuillez noter que le KSP couvre les étapes de la consultation politique, le renforcement des capacités et le rapport sur la politique du KSP.

**3. Domaines de coopération**

Grâce à son expérience du développement économique, la Corée dispose d’avantages concurrentiels et d’une solide expertise dans de nombreux domaines. Les secteurs suivants sont des domaines dans lesquels la Corée peut partager ses idées avec les pays partenaires.

Planification du développement économique

Macro-finance

Finances publiques

Administration publique

Industrie et commerce

Science et technologie

Développement territorial

Développement rural

Culture, sport et tourisme

Développement des ressources humaines

Santé et bien-être

Marché du travail

Environnement

**4. Structure**

En tant que programme de consultation politique d'un an généralement mis en œuvre en l'espace de deux années civiles[[1]](#footnote-1), chaque année le KSP comprend des dizaines de projets. Au cours de la période 2019/20, environ 30 projets sont en cours de réalisation, un à deux par pays partenaire.

Le MOEF, en tant que ministère de tutelle du KSP, gère les projets par le biais d'agences d'exécution. Ces agences sont l'Institut coréen du développement (KDI), Korea Eximbank (KEXIM) et l' Agence coréenne de promotion du commerce-investissement (KOTRA) à partir de 2019. Chaque projet est mené par l’une des trois agences en fonction de leurs thèmes.

**5. La mise en oeuvre**

**(1) Consultants**

Un projet est mené sous la forme d'une étude conjointe entre des experts coréens et des responsables gouvernementaux et / ou des experts du pays partenaire. En général, l'agence de mise en œuvre recrute une équipe de consultants capables de fournir des consultations sur la politique basée sur l'expérience de la Corée, ainsi que des consultants locaux possédant une expertise et des connaissances sur le sujet et l'environnement politique du pays partenaire.

**(2) Procédure**

Chaque projet, qui dure généralement environ 10 à 12 mois, comporte les étapes suivantes. Normalement, la discussion préliminaire a lieu plus tard durant le premier semestre. le séminaire de lancement a lieu 1 à 2 mois après la discussion. Tous les calendriers sont décidés sur la base d'une coordination avec le ministère ou l'organisme gouvernemental compétent dans le pays partenaire qui a soumis la proposition de projet .Pour plus de détails, veuillez vous référer à l’Annexe 1.

  1) Discussion préliminaire (dans le pays partenaire)

  2) Séminaire de lancement et réunion de haut niveau (dans le pays partenaire)

  3) Séminaire sur les politiques du KSP et étude approfondie (dans le pays partenaire)

  4) Atelier sur les rapports intérimaires et l'atelier des praticiens des politiques (en Corée)

  5) Atelier sur les rapports finaux et dialogue politique de haut niveau (dans le pays partenaire)

**(3) Rapport de consultation sur les politiques**

Les recommandations politiques élaborées dans le cadre du processus ci-dessus seront matérialisées sous la forme d’un rapport de consultation, qui sera publié en anglais. Une traduction du rapport dans la langue locale peut être fournie à la demande du pays partenaire.

**6. Coût**

Pour les pays inclus dans la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD de l'OCDE[[2]](#footnote-2), le gouvernement coréen assumera tout le coût du projet. Le pays partenaire peut supporter des dépenses indirectes telles que des lieux de réunion.

Pour les pays qui *ne* figurent *pas* sur la liste des bénéficiaires de l'APD (non bénéficiaires de l'APD), le coût du projet sera partagé entre le gouvernement coréen et le pays partenaire sur la base d'un accord mutuel.

|  |
| --- |
| **II.** **Directives pour remplir la proposition de projet KSP** |

**Tout ministère ou organisme gouvernemental** qui souhaite faire une demande pour le KSP doit remplir la proposition de projet (formulaire 2) pour chaque projet.

Avant de commencer à rédiger une proposition de projet KSP, vous devez vous **assurer que le projet correspond aux caractéristiques du KSP**. Comme le KSP est conçu pour fournir des consultations sur les politiques gouvernementales, un projet KSP doit avoir pour objectif de formuler ou de mettre en œuvre les politiques des gouvernements centraux, des gouvernements locaux ou des institutions publiques.[[3]](#footnote-3) À ce jour, le KSP a aidé les pays partenaires à élaborer des stratégies nationales de développement, à améliorer les lois et les institutions et à trouver des moyens de créer de nouvelles institutions. Il facilite également les études de préfaisabilité et la planification de projets de suivi concrets, tels que le développement des infrastructures publiques et la mise en place du système de gouvernement électronique. Voici quelques exemples *non* éligibles au KSP:

Projets soumis par une entreprise (au lieu d'une institution publique)

Projets d'aide humanitaire

Projets de financement de construction ou de développement technologique[[4]](#footnote-4)

Projets commerciaux et à but lucratif

Projets qui ne correspondent pas à la nature de l'APD (par exemple, la défense)

Par la suite, vous devez vous **assurer que le thème du projet convient au KSP** . Un thème idéal est i) pertinent pour le développement économique du pays partenaire, ii) pertinent pour un domaine dans lequel la Corée a un avantage concurrentiel, iii) cohérent avec le stade de développement ou la structure industrielle du pays partenaire et iv) étroitement lié au plan de développement national du pays ou hautement prioritaire dans l'agenda politique national. Il est souhaitable que le projet puisse renforcer ou contribuer à la coopération économique entre le pays partenaire et la Corée.

Une fois le thème choisi, vous pouvez rédiger la proposition dans le format indiqué. La proposition doit décrire de manière claire et détaillée les raisons de la demande, les politiques que le gouvernement partenaire souhaite mettre en œuvre, le contenu de la consultation et les plans d'utilisation des résultats de la consultation.

Veuillez noter qu'il existe un décalage dans le temps entre la soumission du projet et sa mise en œuvre. La Corée a mis en place un processus d'examen par le gouvernement des projets d'APD. Tous les projets d’APD doivent être soumis aux autorités compétentes pour examen deux ans avant leur année de mise en œuvre. L'examen du projet et l'évaluation du budget sont effectués un an avant l'année de mise en œuvre et seuls les projets qui passent avec succès par ce processus peuvent être lancés. Par conséquent, les projets soumis en 2019 commenceront en 2021.Toutefois, les projets peuvent être lancés un an plus tôt (un an après la soumission) s'ils sont jugés suffisamment urgents. Si vos projets doivent être mis en œuvre avant la période de deux ans, assurez-vous que votre proposition indique clairement l'urgence du projet.

|  |
| --- |
| **III. Directives pour la soumission d'une proposition de projet KSP** |

Une proposition de projet complétée doit suivre ces étapes pour être soumise au MOEF.

**(1) Ministère ou agence gouvernementale → Ministère coordonnateur**

Un ministère ou un organisme gouvernemental qui souhaite faire une demande pour le KSP doit soumettre une ou plusieurs propositions de projet au ministère coordonnateur. Le ministère coordonnateur fait référence au ministère / institution en charge de l'APD ou de la coopération économique / internationale dans le pays partenaire .Si vous ne pouvez pas spécifier de ministère coordonnateur, veuillez contacter l'ambassade de la République de Corée dans votre pays. **Toute proposition** ***non*** **soumise** **via le ministère coordonnateur ne sera pas accepté.**

**(2) Ministère coordonnateur → Ambassade de Corée dans le pays partenaire**

Après avoir recueilli les propositions de projet auprès des ministères ou des agences gouvernementales du pays partenaire, le ministère coordonnateur remplit la **liste des priorités** (formulaire 1). La liste est un élément important dans l’évaluation des priorités politiques du pays partenaire.

Ensuite, le ministère coordonnateur remet la liste des priorités et les propositions de projets, **ainsi qu'une lettre officielle du ministère coordonnateur** à l'ambassade de la République de Corée. La lettre officielle est une exigence de la plus haute importance dans la sélection des projets. **Toute proposition soumise** ***sans*** **la lettre officielle sera exclue de la sélection.**

Pour faciliter la procédure, il est recommandé de classer les documents dans l'ordre suivant :

1) lettre officielle

2) Liste de priorité

3) Propositions de projets, triées conformément à la liste de priorités

Si vous soumettez des propositions de projet plus d'une fois au cours d'une période de soumission, vous n'êtes pas obligé de soumettre à nouveau les propositions déjà remises. Cependant, vous devez vous assurer que la lettre officielle et la liste des priorités sont jointes aux nouvelles propositions soumises.

**(3) Ambassade de Corée dans le pays partenaire → MOEF**

L’ambassade de Corée remettra au MOEF tous les documents qu’elle a reçus.

Pour votre information, la sélection du projet comporte plusieurs phases. Les résultats finaux du processus de sélection de cette année seront connus d'ici la fin de 2020. Le gouvernement coréen enverra une lettre officielle informant les résultats de la sélection aux candidats retenus au cours du premier semestre 2021.

**ANNEXE 1. PROCEDURES DU PROJET**

**1.  Cycle de projet**

**(1) Discussion préliminaire** (dans le pays partenaire)

*Objectifs*

Identifier les défis de développement et les priorités politiques du pays partenaire

Préciser les sujets et la portée de la recherche via des réunions et des entretiens

Identifier les organisations homologues et établir un canal de communication

Présenter le KSP et ses résultats / résultats attendus

*Activités*

L'équipe de gestion de projet coréenne communique avec le pays partenaire via des visites, des vidéoconférences, des courriels, etc.

L'équipe de gestion de projet coréenne précise le thème de la consultation avant de recruter des experts.

**(2) Séminaire de lancement et réunion de haut niveau** (dans le pays partenaire)

*Objectifs*

Lancer officiellement le KSP dans le pays partenaire

Discuter et identifier les thèmes de recherche avec des représentants de haut niveau et des responsables des ministères / autorités concernés.

Identifier les consultants locaux

*Activités*

Des experts coréens se rendent dans le pays partenaire pour collecter des données et des informations pertinentes et finaliser les thèmes de recherche sur la base des résultats des entretiens et des visites effectuées auprès d'organisations connexes.

L'organisation homologue à coopérer avec l'équipe KSP est sélectionnée.

Des consultants du pays partenaire possédant les qualifications appropriées sont recrutés pour la recherche.

**(3) Séminaire sur les politiques KSP et étude approfondie** (dans le pays partenaire)

*Objectifs*

Recueillir des informations et des données supplémentaires

*Activités*

▪ L'équipe du KSP effectue une mission auprès des organisations et des sites pertinents dans le pays partenaire afin de mener une analyse approfondie et de discuter avec des experts pertinents capables de partager leurs connaissances sur les sujets de recherche.

**(4)** **Atelier sur les rapports intérimaires et l'atelier des praticiens des politiques** (en Corée)

*Objectifs*

Inviter des praticiens des politiques, des hauts responsables gouvernementaux et des décideurs du pays partenaire en Corée du Sud à partager leurs recommandations politiques provisoires.

Obtenir des réactions et des commentaires pour améliorer le rapport intermédiaire

acquérir des expériences de première main et des idées tirées de conférences et de visites d'institutions pertinentes

*Activités*

Les experts du pays partenaire sont invités en Corée pour faire part de leurs commentaires sur le rapport intermédiaire.

La délégation participe à l'atelier des praticiens des politiques, qui comprend des réunions avec des décideurs politiques coréens et des experts compétents ayant une connaissance des thèmes de recherche.

La délégation visite des organisations et des sites coréens concernés, y compris des ministères, des sites industriels, des associations professionnelles et des entreprises, afin d'observer sur place les expériences de la Corée.

**(5) Dialogue de haut niveau sur les politiques et atelier sur le rapport final** (dans le pays partenaire)

*Objectifs*

Présenter le rapport final avec les recommandations politiques aux principaux décideurs et aux différentes parties prenantes.

*Activités*

Les décideurs des deux pays se joignent au dialogue politique principal pour partager les recommandations finales.

Des intervenants et leaders d'opinion des gouvernements, du secteur privé, du monde universitaire, des médias et autres sont invités à l'atelier sur les rapports finaux, au cours duquel les experts coréens présentent leurs recommandations politiques finales.

Des entretiens d'évaluation sont menés pour évaluer la pertinence et la durabilité des recommandations et pour s'appuyer sur d'éventuels programmes de suivi.

**2. Rôles et responsabilités du pays partenaire**

Sur la base d'une coopération et d'une collaboration étroites entre les partenaires, les rôles et responsabilités du pays partenaire énumérés ci-dessous sont essentiels pour la réussite de la mise en œuvre du projet.

**(1) Sélection de consultants locaux qualifiés**

La contrepartie du pays partenaire est tenue de recommander et de sélectionner des consultants locaux qualifiés possédant une expertise du projet. Les travaux entre les consultants locaux et les experts coréens sont les suivants :

Les consultants locaux sont tenus de (i) fournir des données et des informations pertinentes pour une recherche efficace, (ii) jouer le rôle de coauteurs du rapport final sur des questions particulières et (iii) coopérer avec les experts coréens par tous les moyens possibles afin de compléter le rapport.

Les experts coréens assumeront les responsabilités principales liées aux études sur l'expérience coréenne, tandis que les experts locaux seront principalement responsables des études sur les défis auxquels le pays partenaire est confronté.

Les experts des deux pays, si possible, peuvent travailler ensemble pour élaborer des recommandations sur la manière d'appliquer l'expérience coréenne pour relever les défis dans les domaines prioritaires du pays partenaire.

**(2) Fourniture d'une contribution en nature**

Le gouvernement coréen peut envisager d'assumer tous les coûts directs découlant des activités décrites dans le cycle de projet KSP ci-dessus. Toutefois, les coûts seront partagés entre la Corée et l’organisme de contrepartie du pays partenaire **si celui-ci n’est** ***pas*** **reconnu en tant que bénéficiaire de l’APD**.[[5]](#footnote-5) Si nécessaire, les pays bénéficiaires de l'APD peuvent également être invités à partager les coûts.

L'organisme de contrepartie du pays partenaire est tenu de verser toute contribution en nature nécessaire (mise à disposition de locaux à usage de bureaux, d'installations informatiques, d'interprétation, etc.) dans la mesure de ses moyens, afin de coordonner les visites d'experts coréens dans le pays partenaire à n'importe quel stade du cycle de projet.

Les détails doivent être stipulés dans le protocole d'accord et l'accord d'activité conclus entre les deux contreparties

**(3) Organisation des réunions et organisation des séminaires**

Au cours du cycle de projet dans le pays partenaire, l’organisation de contrepartie est responsable de :

organiser des réunions avec des hauts fonctionnaires et des experts spécialisés dans le sujet de l'étude à la demande des experts coréens; et

organiser des séminaires et des ateliers, y compris des appuis logistiques

**(4) Recommandations**

La contrepartie du pays partenaire est responsable de la formulation de recommandations et de l'organisation de la délégation du pays partenaire en Corée pour l'atelier de rapport intermédiaire et l'atelier des praticiens des politiques.

**ANNEXE 2.** **LISTE DES BENEFICIAIRES DE L’APD DU CAD DE L’ OCDE**

**Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD**

**Effective pour la notification des apports de 2018, 2019 et 2020**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Pays les moins développés** | **Autres pays à faible revenu**  (RNB par habitant <= 1 005 USD en 2016) | **Pays et territoires à revenu moyen inférieur**  (RNB par habitant de 1 006 USD à 3 955 USD en 2016) | **Pays et territoires à revenu moyen supérieur**  (RNB par habitant de 3956 $ à 12235 $ en 2016) |
| Afghanistan  Angola 1  Bangladesh  Bénin  Bhoutan  Burkina Faso  Burundi  Cambodge  République centrafricaine  Tchad  Les Comores  République Démocratique du Congo  Djibouti  Erythrée  Ethiopie  Gambie  Guinée  Guinée Bissau  Haïti  ïles Salomon  Kiribati  Laos  Lesotho  Libéria  Madagascar  Malawi  Mali  Mauritanie  Mozambique  Myanmar  Népal  Niger  Rwanda  Sao Tomé et Principe  Sénégal  Sierra Leone  Somalie  Soudan du sud  Soudan  Tanzanie  Timor-Leste  Togo  Tuvalu  Ouganda  Vanuatu 1  Yémen  Zambie | République Populaire Démocratique de Corée  Zimbabwe | Arménie  Bolivie  Cabo Verde  Cameroun  Cisjordanie et bande de Gaza  Congo  Côte d'Ivoire  Egypte  Le Salvador  Eswatini  Géorgie  Ghana  Guatemala  Honduras  Inde  Indonésie  Jordan  Kenya  Kosovo  Kirghizistan  Micronésie  Moldavie  Mongolie  Maroc  Nicaragua  Nigeria  Pakistan  Papouasie Nouvelle Guinée  Philippines  Sri Lanka  République arabe syrienne  Tadjikistan  Tokélaou  Tunisie  Ukraine  Ouzbekistan  Viet Nam | Albanie  Algérie  Antigua et Barbuda 2 Argentine 2  Azerbaïdjan  Biélorussie  Belize  Bosnie Herzégovine  Botswana  Brésil  Chine (République populaire de)  Colombie  Îles Cook 3  Costa Rica  Cuba  Dominique  République Dominicaine  Équateur  Guinée Équatoriale  Fidji  Gabon  Grenade  Guyane  Iran  Irak  Jamaïque  Kazakhstan  Liban  Libye  Malaisie  Maldives  Iles Marshall  Maurice  Mexique  Monténégro  Montserrat  Namibie  Nauru  Niue  Macédoine du Nord  Palau 2  Panama 2  Paraguay  Pérou  Sainte Hélène  Sainte-Lucie  Saint-Vincent-et-les-Grenadines  Samoa  Serbie  Afrique du Sud  Suriname  Thaïlande  Tonga  Turquie  Turkménistan  Venezuela  Wallis et Futuna |

1) La Résolution A/RES/70/253 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée le 12 février 2016, stipule que l'Angola sera retiré de la catégorie des pays les moins avancés cinq ans après l'adoption de la Résolution, c'est-à-dire le 12 février 2021. La Résolution A/RES/68/18 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée le 4 décembre 2013, stipule que le Vanuatu sera retiré de la catégorie des pays les moins avancés quatre ans après l'adoption de la Résolution, soit le 4 décembre 2017. La Résolution A/RES/70/78 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée le 9 décembre 2015, prévoit de prolonger de trois ans, soit jusqu'au 4 décembre 2020, la période préparatoire précédant le retrait du Vanuatu de cette catégorie, en raison des conséquences particulièrement néfastes que le cyclone Pam a eues pour le progrès économique et social de ce pays.

(2) Antigua-et-Barbuda a dépassé le seuil de haut revenu en 2015 et 2016, et les Palaos l'ont dépassé en 2016. En vertu des règles du CAD relatives à la révision de la Liste, si ces pays se maintiennent au-dessus du seuil de haut revenu jusqu'en 2019, il sera proposé de les retirer de la Liste lors du réexamen de 2020.

(3) Le CAD est convenu de reporter la décision de retrait de la Liste des Îles Cook jusqu'à ce que des estimations plus solides sur leur RNB soient disponibles. Un examen du cas des Îles Cook sera effectué au cours du premier trimestre de 2019

|  |
| --- |
| **Liste prioritaire des propositions de projet pour 2021/22 KSP** |

Pays:

Ministère coordonnateur:

Nombre de projets:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Priorité** | **Titre du projet** | **Ministère /**  **Organisme gouvernemental** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| 4 |  |  |
| 5 |  |  |
| 6 |  |  |
| Cont. |  |  |

Je soumets les propositions de projet ci-dessus en vue de leur candidature au KSP 2021/22.

Date: JJ / MM / AAAA

Position: (Il est recommandé que la proposition soit signée par un fonctionnaire du niveau de vice-ministre ou au-delà.)

Prénom:

Signature: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |
| --- |
| Proposition de projet KSP 2021/22 sur    **Titre du projet** |

Septembre 2019

Nom du ministère (en entier)

Nom du pays (en entier)

Je soumets cette proposition de projet pour être considéré comme candidat pour le KSP 2021/22.

Date: MM / JJ / AAAA

Position: (Il est recommandé que la proposition soit signée par un fonctionnaire du niveau de vice-ministre ou au-delà.)

Prénom:

Signature: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Description du projet**

**I. Contexte**

**1. Situation actuelle** **et défis**

Instruction[[6]](#footnote-6)\_ Présentez une brève introduction à la situation actuelle et aux défis concernant le projet, y compris la situation sociale et économique de votre pays, ainsi que les défis, problèmes ou questions critiques à résoudre.

**2. Mesures politiques**

Instruction\_ Décrivez les mesures politiques pertinentes que votre agence gouvernementale ou votre ministère a mises en œuvre, récemment annoncées, prévues de concevoir ou jugées nécessaires. Indiquez les stratégies de développement national de votre pays ou les politiques liées au projet. Dressez une liste et décrivez brièvement les documents officiels pertinents.

**3. Nécessité de la consultation KSP**

Instruction\_ Décrivez pourquoi votre organisation considère que la consultation du KSP est nécessaire et comment cette consultation peut contribuer à relever les défis ou à soutenir les mesures politiques ci-dessus. Si des mesures doivent être prises de toute urgence ou si un paiement nécessite une conclusion plus rapide de la consultation, veuillez le mentionner.

**4. Programmes de coopération au développement pertinents**

Instruction\_ Répertoriez et décrivez brièvement les programmes / projets d’assistance connexes du gouvernement coréen (EDCF, KOICA, etc.), d’autres pays ou d’organisations internationales, y compris ceux qui ont été achevés dans le passé, qui sont actuellement en cours et qui sont discutés en vue d’un lancement. Inclure les noms des institutions et des projets, ainsi que la période de mise en œuvre.

**5. Institutions coréennes concernées**

Instruction\_ Si ce projet a été rédigé ou concrétisé en collaboration avec une institution coréenne, veuillez indiquer le nom de cette institution et indiquer comment les deux parties coopèrent.

**II. Spécificités du projet**

**1. Contour**

**Thème** : Instruction\_ Veuillez écrire le titre du projet ici. Le titre doit révéler le but ou le contenu de votre projet.

**Composants**

1) Instruction\_ Répertoriez les composants du projet, qui agiront comme sous-thématique. Vous pouvez modifier le nombre de composants.

2)

3)

4)

**Secteur[[7]](#footnote-7)** : (par exemple) Finances publiques

**2. Détails des composants**

Instruction\_ Indiquez la raison pour laquelle chaque composant est inclus et ce que votre ministère / organisme souhaite discuter concernant le composant.

1) Nom du composant 1

2) Nom du composant 2

3) Nom du composant 3

4) Nom du composant 4

**3. Expertise attendue des experts coréens**

Instruction\_ Indiquez les connaissances, l'expertise, les compétences et les travaux que vous attendez des experts coréens. Ils peuvent inclure des connaissances ou des capacités (compétences sectorielles, politiques, fonctions institutionnelles, systèmes, etc.) tirées des expériences et compétences de la Corée en matière de développement et de la méthodologie correspondante (rapport politique, recherche analytique, dialogue politique, atelier et présentation).

**III. Plans d'utilisation des recommandations du KSP**

**1. Catégorie d'utilisation**

Instruction\_ Cochez toutes les réponses qui s'appliquent au plan d'utilisation de votre gouvernement dans le rapport de consultation KSP après l'achèvement du projet.

**☐** **Les consultations sur les politiques de la KSP doivent être utilisées pour :**

   ☐ Rédiger ou modifier des lois ou des règlements

   ☐ Préparer un nouveau plan d'action ou de nouveaux budgets

   ☐ Établir ou réformer des organisations ou des institutions

☐ Informer les responsables et les parties prenantes concernés

**☐** **Ce projet doit être lié à d'autres projets de coopération de :**

   ☐ KOICA, EDCF (KEXIM) ou d'autres institutions ou ministères publics coréens

   ☐ Banques de développement multilatérales (Banque mondiale, BAD, BAD(Afrique), BID, BERD, etc.)

   ☐ Autres organisations internationales (ONU, OMC, etc.) ou organisations non gouvernementales

**☐** **Ce projet vise à catalyser l'engagement du secteur privé en:**

☐ invitant les entreprises privées à participer à ce projet

   ☐ recherchant des opportunités commerciales avec des entreprises coréennes

☐ Établissant des canaux de dialogue avec le secteur privé coréen pour de nouveaux échanges  
 (investissement, assistance technique, etc.)

**☐** **Autres**  
\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**2. Plan d'utilisation en** **détail**

Instruction\_ Veuillez préciser les plans d'utilisation de suivi de votre gouvernement, tels que sélectionnés ci-dessus, y compris les priorités, le calendrier, les institutions ou personnes responsables, les projets futurs liés au KSP, ainsi que la ponctualité compte tenu de l'urgence du plan d'utilisation, etc.

**3 KSP de suivi**

Instruction\_ Si votre ministère / organisme souhaite réaliser un projet KSP à la suite de ce projet, veuillez développer.

**IV Autres demandes / considérations**

Instruction\_ Indiquez toute autre demande ou information non mentionnée ci-dessus.

**Description de l'institution**

**I. Informations de base**

**Nom** :

**Ville** :

**Adresse** :

**Site web** :

**II. Vue d'ensemble**

Instruction\_ Décrivez brièvement les caractéristiques, l'autorité, la portée, les compétences, l'historique, la taille, etc. de votre établissement. Si votre organisme est un établissement public placé sous la tutelle d'un ministère, indiquez-le.

**Coordonnées**

**1. Chef de projet**[[8]](#footnote-8)

|  |  |
| --- | --- |
| prénom |  |
| Position |  |
| Département / Division |  |
| Numéro de téléphone |  |
| Adresse électronique |  |

**2. Coordinateur de projet[[9]](#footnote-9)**

|  |  |
| --- | --- |
| prénom |  |
| Position |  |
| Département / Division |  |
| Numéro de téléphone |  |
| Adresse électronique |  |

1. Par exemple, le KSP 2021/22 commence en 2021 et se termine en 2022. [↑](#footnote-ref-1)
2. Veuillez vous reporter à l'annexe 2 de la liste des pays bénéficiaires du CAD de l'OCDE. [↑](#footnote-ref-2)
3. Si l'agence qui fait la demande n'a pas le pouvoir de prendre des décisions politiques, elle doit consulter une autorité supérieure avant de la soumettre. Il est recommandé de joindre à la proposition de projet une lettre attestant de l'intérêt de l'autorité supérieure. [↑](#footnote-ref-3)
4. [La](#_ftnref4) Corée dispose d'instruments de financement des politiques (EDFC, EDPF et financement des exportations) et de programmes d'APD (KOICA, etc.). Il est possible d'organiser des consultations concernant la manière de tirer parti de ces avantages. [↑](#footnote-ref-4)
5. Veuillez vous reporter à l'annexe 2, Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD / OCDE. [↑](#footnote-ref-5)
6. Veuillez supprimer les instructions avant de le soumettre. [↑](#footnote-ref-6)
7. Veuillez choisir l'un des 13 secteurs suivants: 1) planification du développement économique, 2) macro-finance, 3) finances publiques, 4) administration publique, 5) industrie et commerce, 6) science et technologie, 7) développement territorial. , 8) développement rural, 9) culture, sports et tourisme, 10) développement des ressources humaines, 11) santé et bien-être social, 12) marché du travail et 13) environnement. [↑](#footnote-ref-7)
8. Le superviseur de projet est l'agent qui sera chargé de superviser l'ensemble du projet tout au long de son cycle. Un officier du niveau de directeur général est recommandé. [↑](#footnote-ref-8)
9. Le coordonnateur de projet est l’agent qui servira de point de contact actif pour communiquer avec la partie coréenne. Il travaillera directement avec son homologue coréen sur diverses questions, notamment l'organisation de réunions, de séminaires et d'ateliers dans le pays partenaire. [↑](#footnote-ref-9)